

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 10 juillet 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0153

Relative à l'attribution d'une subvention d'équilibre au budget du GIP MDPH pour l'exercice 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU (Déporté), Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriale (articles L1424-5 à L1424-36-3),
- Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Vu** la délibération n°DL AP 2021- 0197 en date du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben ISSA OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL AP 2021-0203 du 19 JUILLET 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2024_0019 du 9 avril 2024 relative au budget primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2024-002225 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission solidarités, action sociale et santé du 2 juillet 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1** : De valider la participation financière du Département au budget 2024 de la MDPH pour un montant de **1 013 757.74** euros et sur le chapitre 65 du budget 14000 du Département ;
- Article 2** : D'autoriser le Président du conseil départemental à signer les actes relatifs à cette délibération ;
- Article 3** : En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Mayotte dans un délai de deux mois suivant sa publication et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**


Ben Issa OUSSENI



COMMISSION EXECUTIVE DU 12 AVRIL 2024

Membre en exercice : 21
Présents : 11
Procuration : 2
Absents : 10
Nombre de votants : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 0
Abstention : 0
Date de la convocation : le
03 avril 2024

DELIBERATION N°13/2024/MDPH

Relative à l'adoption du budget 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 12 avril, à 9 heures, les membres de la COMEX sont réunis, sous la convocation et la présidence du Président du GIP MDPH. Cette séance s'est tenue dans la salle de réunion de la MDPH et en visioconférence.

Membres présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI ; Monsieur Madi Moussa VELOU ; Madame Echati ISSA ; Monsieur Elyassir MANROUFOU ; Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI ; Madame Nadjima SAID ; Monsieur Nadjayedine SIDI ; Monsieur Cédric KARIHERKNER ; Madame Mayssoune IDAROUSSI ; Monsieur José REMONDIERE ; Monsieur Philippe FERY

Membre donnant procuration : Madame Nafissata MOUHOUDHOIRE ; Madame Zouhourya MOUAYAD BEN

Autres membres :

Monsieur Yannig DENOUEL ; Madame Zaitouni BAMANA ; Madame Laylati ABDOURAHAMANE ; Madame Tamdjida SOULAIMANA ; Madame Fatima SAID DJAMAL

Secrétaire de la séance :

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** La loi n°94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales
- Vu** Le décret n°2005-1590 du 19 novembre 2005 relatif au montant et modalités de versements des concours CNSA aux MDPH

- Vu** La délibération n°DL_AP2021_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de M. Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** La délibération n° DL_AP2024_0003 du 30 mars 2024 portant modification de la délibération AP2022-0265C relatif à la désignation des représentants du Conseil Départemental au sein des divers commissions administratives et organismes extérieures,
- Vu** La délibération n° DL_AP2024_0004 relative à la mise à jour de la convention constitutive de la Maison Départementale des personnes handicapées.
- Vu** La délibération n°DL_AP2022_0203- relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** Le procès-verbal de la commission exécutive de la Maison départementale des personnes handicapées en date du 08 septembre 2021 portant désignation de M. Madi Moussa VELOU en qualité du Président délégué du GIP-MDPH 976 ;
- Vu** L'arrêté n°260/MCGVI/CD/2021 portant délégation de pouvoir et de signature à M. Madi Moussa VELOU, 7^{ème} Vice-président en charge de la commission solidarité, action sociale et santé, en tant que Président délégué du GIP-MDPH ;
- Vu** La délibération n° 09/2023/MDPH approuvant le budget primitif 2023 du GIP-MDPH
- Vu** La délibération n° 02-2023-MDPH relative au Débat d'Orientation Budgétaire 2023

Le projet du budget Primitif de 2024 est équilibré en dépenses et en recettes de 3 215 862,57€ :

- **2 607 802,06€ en section de fonctionnement contre 2 343 419,00€ en 2023**
- **608 060,51€ en section d'investissement contre 624 525,95€ en 2023.**

Cette balance reprend l'ensemble des mouvements budgétaires. Le budget primitif intègre le résultat de l'exercice 2023.

FONCTIONNEMENT

Comptes	Dépenses	BP 2024	COMPTES	RECETTES	BP 2024
011	Charges à caractères	847 830,73€	74	Dotations, subventions, participations	1 959 757,74€
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 540 423,68€	002	Solde de fonctionnement reporté	610 034,32€
65	Autres charges de gestion courante	10 010,00€	013	Remboursement sur autres charges sociales	38 000,00€
042	Dépenses d'ordre de fonctionnement	209 537,65€	75	Autres produits de gestion courante	10,00€
	TOTAL	2 607 802,06€			2 607 802,06€

INVESTISSEMENT

Comptes	Dépenses	BP 2024	COMPTES	RECETTES	BP 2024
20	Immobilisations incorporelles	195 136,03€	001	Excédent d'investissement	319 428,86€
	20-cessions, droits similaires	105 360,08€		001 Excédent d'investissement	319 428,86€
	20-Reste à réaliser N-1	89 775,95€			
21	Immobilisations corporelles	412 924,48€	1068	Excédent de fonctionnement	79 094,00€
	21-Immobilisation corporelles	242 039,56€		1068- Excédent fonctionnement	79 094,00€
	21-Reste à réaliser N-1	170 884,92€			
			040	Recette d'ordre d'investissement	209 537,65€
				040- Recette d'ordre d'investissement	209 537,65€
	TOTAL	608 060,51€			608 060,51€

DECIDE

Article 1 : d'adopter le budget principal de 2024 du GIP MDPH de Mayotte.

Pour extrait certifié conforme le 12/04/2024



Le Président du GIP MDPH

Monsieur Berrissousseni



Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Mayotte
8 Rue Mariazé
97600 Mamoudzou

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240710-DL1007240153-DE

S²LOW



Rapport n°11-2024 relatif au vote du Budget Primitif de l'exercice 2024

I) Synthèse Budgétaire

Le budget 2024 s'inscrit dans le respect de notre stratégie financière, adaptée à la politique du déploiement des guichets de proximité sur l'ensemble du territoire et la politique d'aller vers les usagers en situation de handicap et leur famille, tout en garantissant une situation financière saine. Il contribue à la réalisation de nos projets d'investissement ambitieux estimés à hauteur de 608 060,51€ euros dont 324 724,92€ pour le projet d'achat de deux minibus, un montant de 260 660,87€ pour la réalisation des évolutions du Système d'information IODAS et le reste environ 64 064,05€ destiné à la sécurisation et à l'aménagement des locaux de la MDPH.

Le montant des dépenses d'investissement de l'ensemble des catégories de l'établissement public continue sa courbe d'évolution, en 2023 un budget de 624 525,95 € a été voté contre 608 065,51€ en 2024, soit légèrement en baisse de (-2,64%) notamment avec la participation de la DEETS pour une dotation de 100 000,00€ reçue en 2022 et la contribution de la CNSA pour une dotation de 77 000,00 € reçue en fin d'année de 2023.

Toutefois les dotations aux amortissements continuent d'augmenter avec un prévisionnel d'un montant de 209 537,65€ en 2024, cela montre que la structure est dans la logique d'investissement et que les années précédentes elle a beaucoup investi. La dotation aux amortissements est une opération d'ordre budgétaire se traduit à la fois par une dépense de fonctionnement (la dotation au 681) et une recette d'investissement (l'amortissement au 28).

Dans ce contexte, il est nécessaire de poursuivre, en 2024, les efforts significatifs sur la consommation du budget de la MDPH en étant sobre et responsable, en maîtrisant les dépenses réelles de fonctionnement et en préservant notre autofinancement qui permettra à la structure de rester ambitieuse pour le territoire et d'augmenter son niveau d'investissement.

C'est dans un environnement complexe que l'établissement public se lance en plus de sa stratégie de recrutement et de stabilisation de son personnel, il se donne comme objectif de redresser son activité professionnelle. Au 31 mars 2024 : **1 294 dossiers** sont en stock en attente **d'évaluation** dont un stock de 493 dossiers au pôle adultes et un stock de 763 dossiers au pôle enfants. Concernant les dossiers en **instruction**, il a été relevé un stock de **38 dossiers** dont 29 dossiers adultes et 9 dossiers enfants. Cette stabilisation de la masse salariale nous permet de réduire davantage les délais de réponse des usagers.

Ce budget de fonctionnement trouve son équilibre par l'affectation de 610 034,32 euros du résultat de fonctionnement cumulé de 2023.

Sur le volet recettes, la MDPH Mayotte dispose de marges de manœuvre restreintes : une convention constitutive pluriannuelle d'objectifs et de moyens doit être rédigée afin de connaître les engagements et les apports réels de chaque membre pour faciliter le service de finances dans la préparation des prévisions budgétaires et de demande de subvention mais également pour sécuriser l'activité de la MDPH.

Le BP s'inscrit bien évidemment dans le respect des principes qui ont prévalu à l'élaboration de budget de la collectivité depuis 2017 : annualité, antériorité, universalité, équilibre et sincérité budgétaire. Il permet de mesurer les évolutions des quatre catégories de dépenses (charge à caractère général, charge du personnel, charge courante et charge d'investissement).

II) L'équilibre budgétaire

Le budget est équilibré en fonctionnement et investissement de **3 215 862,57€**.

FONCTIONNEMENT	TOTAL (€)
DEPENSES	2 607 802,06
RECETTES	2 607 802,06

INVESTISSEMENT	TOTAL (€)
DEPENSES	608 060,51
RECETTES	608 060,51

TOTAL CUMULE BUDGET PRINCIPAL	3 215 862,57€
--------------------------------------	----------------------

III) La section de fonctionnement

Les dépenses et recettes de la section de fonctionnement s'équilibrent à 2 607 802,06€.

La section de fonctionnement est composée d'opérations :

- réelles, qui occasionnent un flux de trésorerie, ici les charges à caractère général, les charges du personnel et les opérations de gestion courante.
- d'ordre, qui sont des mouvements comptables qui ne se traduisent par aucun encaissement ni décaissement, par exemple les dotations aux amortissements.

L'épargne brute correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette). Elle constitue la ressource interne dont dispose l'établissement public pour financer ses investissements.



Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Mayotte
8 Rue Mariazé
97600 Mamoudzou

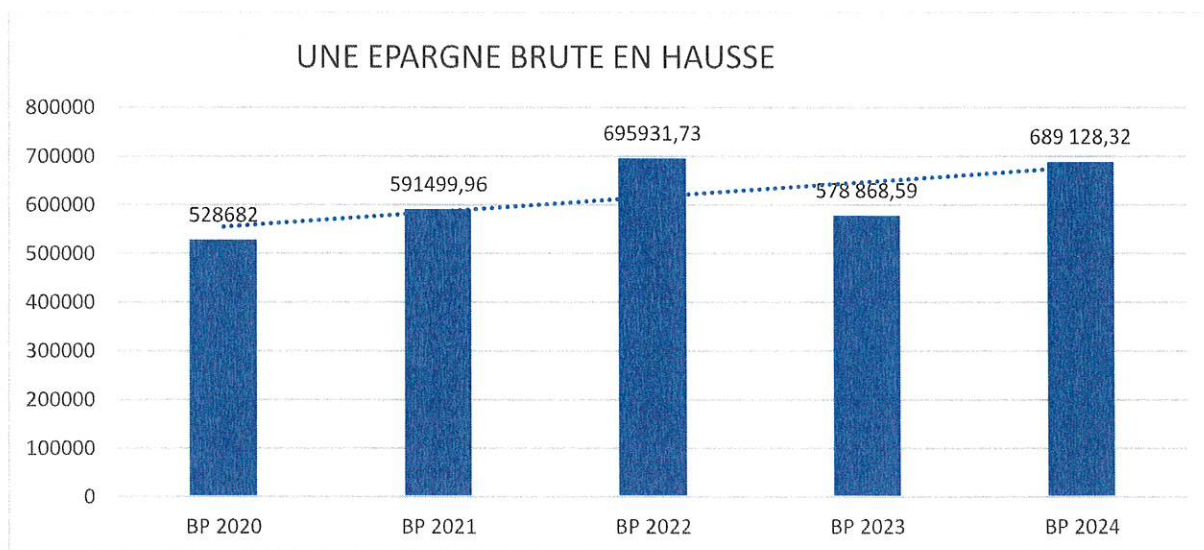
Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240710-DL1007240153-DE

S²LOW



L'épargne brute est en augmentation de 110 259,73 euros par rapport au BP de 2023.

Elle représente 26,42% des recettes réelles de fonctionnement. Ce taux reste supérieur au taux de seuil de vigilance qui est de 10%. Elle permet de mesurer la santé financière de la collectivité.

a) Les recettes de fonctionnement du budget principal

Les recettes réelles de fonctionnement sont estimées en 2024 à **2 607 802,06€** contre **2 343 419,00€** en 2023 soit une évolution de +20,13%.

Les grandes lignes qui justifient cette augmentation préviennent de subventions prévisionnelles du conseil départemental avec une participation prévisionnelle qui s'élève à **1 013 757,74 euros**. Cette somme n'étant pas encore arrêtée au département, nous soumettons cette demande aux membres présents afin que ce projet de recette soit souscrit à notre projet de budget de 2024.

Quant à la participation de la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie), le montant de la dotation n'est pas encore connu de tous. Le montant de dotation prévisionnel au fonctionnement des MDPH de l'année N, par département est calculé sur la base des données disponibles au 31/12/N-1. Le concours de l'Etat est composé d'une **part forfaitaire** et d'une **part variable**.

La **part forfaitaire** est composée d'une part fixe d'un montant de 500 000,00 € par département. Elle est également composée de la dotation fixée par la CNSA en fonction du groupe démographique auquel se rattache le département, ainsi pour Mayotte, le



Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Mayotte
8 Rue Mariazé
97600 Mamoudzou

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

S²LOW

ID : 976-229850003-20240710-DL1007240153-DE



montant est de **155 000,00€**. A cela, se rajoute la valorisation des personnels mis à disposition de l'Etat de l'année N-2.

Pour chaque département, la part fixe et la dotation fixées par la CNSA en fonction du groupe démographique auquel se rattache le département ne peuvent être inférieures à la subvention de l'Etat auprès de la MDPH de l'année N-1.

Quant à la **part variable**, elle est déterminée en fonction du nombre de bénéficiaires de l'allocation de l'éducation de l'enfant handicapé (l'AEEH) constaté au 31/12/N-1, le nombre de bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH) constaté au 31/12/N-1 et le nombre annuel de décisions d'orientation de la personne Handicapée vers un établissement ou service, prises par la commission des droits de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) du département, constaté au 31/12/N-1.

Pour l'année 2024, nous estimons le montant de **511 000,00€**, ce montant reste identique au montant de dotations CNSA reçu en 2023.



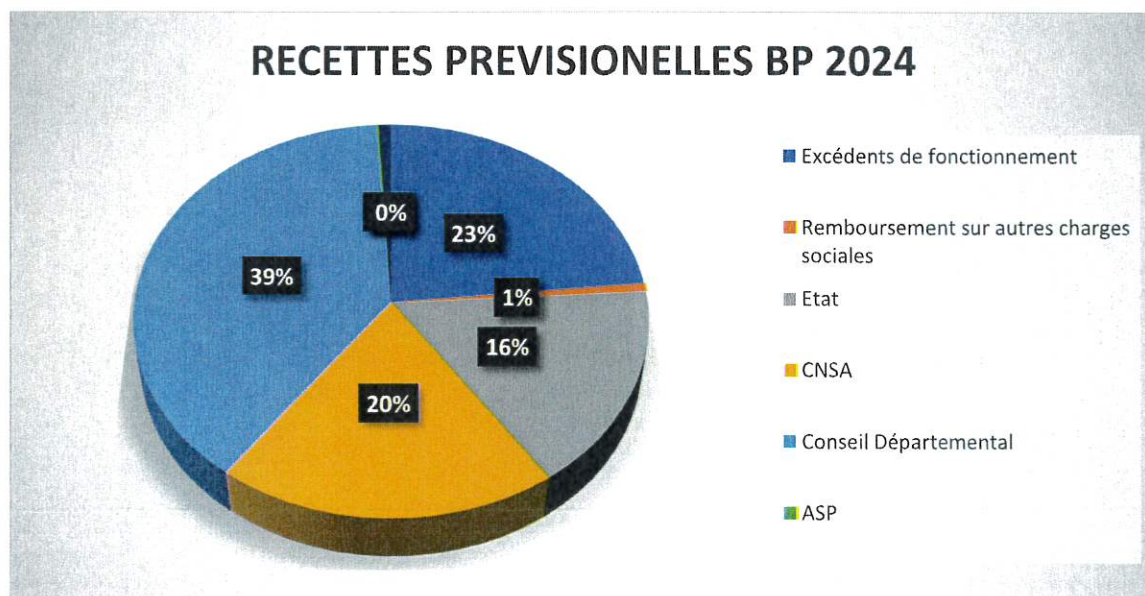
Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Mayotte
8 Rue Mariazé
97600 Mamoudzou

Envoyé en préfecture le 15/07/2024
Reçu en préfecture le 15/07/2024
Publié le
ID : 976-229850003-20240710-DL1007240153-DE



	BP 2023	BP 2024	Variation
Résultat de fonctionnement reporté (R002)	430 171,35€	610 034,32€	41,81%
Participation CD	811 863,43€	1 013 757,74€	13,47%
Contribution Etat DEETS	544 739,50€	429 000,00€	-21,25%
Contribution Etat CNSA	511 000,00€	511 000,00€	0,00%
Provision congés maternités	0,00€	20 000,00€	
Contribution Etat ASP	7 880,29€	6 000,00€	-23,86%
Remboursement sur autres charges sociales	16 379,58€	18 000,00€	9,89%
RRR obtenus sur études et prestations	369,58€	0,00€	
Autres produits gestion courante	10,00€	10,00€	
TOTAL RECETTES	2 343 419,00€	2 607 802,06€	20,13%

Les recettes réelles de fonctionnement sont estimées à 2 607 802,06€ dont la majorité provient des subventions du CD (39 %), de l'Etat (16%) et la CNSA (20%) :





Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Mayotte
8 Rue Mariazé
97600 Mamoudzou



b) Les dépenses de fonctionnement du budget principal 2024

Les dépenses de fonctionnement du projet de BP 2024 s'élèvent à **2 607 802,06€** contre **2 343 419,00€** en 2023. Elles évoluent globalement de + 20,13%.

	BP 2023	BP 2024	Variation
Charge caractère générale	654 438,94€	847 830,73€	29,55%
Charge de personnel	1 554 551,54€	1 540 423,68€	-0,91%
Autre Charge de gestion courante	9 090,00€	10 010,00€	10,12%
Dépenses d'ordre	125 338,52€	209 537,65€	67,18%
TOTAL RECETTES	2 343 419,00€	2 607 802,06€	105,94%

Chapitre 012 - Charge de personnel

La majeure partie de la progression des dépenses provient des dépenses du personnel avec un montant de **1 540 423,68€** en 2024 contre **1 554 551,54€** en 2023 soit (-0,91 %).

Cette baisse de la masse salariale s'explique par le fait que nous faisons appel à de plus en plus à des fonctionnaires mis à disposition par le conseil départemental pour le compte de la MDPH.

Or les fonctionnaires mis à disposition dont au total 11 (10 agents mis à disposition par le CD et 1 agent mis à disposition par l'éducation nationale), dorénavant tous les contractuels sont gérés par la MDPH avec un nombre total d'effectif au 01/01/2024 de 21 agents.

Au-delà de l'évolution naturelle de la masse salariale liée à la gestion des contrats de travail des contractuels, plusieurs facteurs expliquent l'évolution des dépenses de personnel :

- L'augmentation de l'indice brut à 1,5% depuis le 01/07/2023
- La hausse des cotisations salariales et patronales au 1^{er} janvier de l'année N
- La politique du déploiement de la MDPH sur le territoire : notamment la création prévisionnelle d'antennes supplémentaires, le développement des permanences dans des maisons France services, le déploiement des ambassadeurs d'accessibilité,

l'achat de deux minibus et le plan de communication sur l'évolution des droits et modalités pour y accéder viendront contribuer au développement de l'activité et en parallèle à l'évolution des effectifs ainsi la masse salariale.

Chapitre 011 – Charge à caractère général

Les charges à caractère général sont proposées à hauteur de **847 830,73€ pour 2024** contre **654 438,94€** en 2023, soit en hausse (+29,55%).

Cette hausse est due, d'une part aux dépenses de gestion, qui comprennent les frais liés aux locations immobilières ; actuellement nous louons deux locaux à hauteur de 220 000,00€ par an.

Cela concerne également les contrats de prestations de services estimés à 120 000,00€. On n'y trouve le contrat ascenseur pour une mise à disposition du public en situation d'handicap, contrat de la maintenance de solution de téléphonie IP, contrat maintenance des équipements défibrillateurs, contrat de télésurveillance, contrat de maintenance des photocopieurs, des climatiseurs, convention pour la prestation d'avocat, d'ergothérapeute et pour finir un contrat de marché d'assistance et de conseil à la passation des marchés publics pour la MDPH.

Il est nécessaire de noter également la progression des frais de catalogues et imprimés pour un montant de 55 616,47€ soit une augmentation de (+39,04%) en 2023. Elles concernent les charges liées à l'activité, ici l'augmentation du nombre de dossiers déposés auprès de la MDPH.

Concernant les dépenses de fonctionnement, l'établissement public poursuit son soutien aux différents partenaires qui œuvrent dans le domaine du Handicap notamment Somapresse dans le cadre de l'handi-sportif de l'année : remise de trophée Handisport.

D'autre part, les évolutions les plus notables par rapport au BP 2023 sont les suivantes :

- Les frais de déplacements et missions : (40 000,00€) +164,90% contre 15 100,00€ en 2023.
- Les contrats de prestations de services (120 000,00€) +46,83% contre 81 724,57€ en 2023.
- Les prévisions des dépenses de dotation aux amortissements sont passées de 209 537,64€ en 2024 contre 125 338,52€ en 2023. Le montant est en hausse de (67,18%). Ces mouvements d'ordre ne donnent pas lieu à encaissement ou décaissement contrairement aux opérations réelles. Il s'agit de la traduction comptable de la perte de valeur des biens au fil des années.
Cela constitue également une ressource d'autofinancement qui est basculée vers la section d'investissement à l'aide d'une opération d'ordre.

IV) Section d'investissement

En 2023, la MDPH poursuit sa politique d'investissement en lien avec la feuille de route départementale 2021-2024. La section d'investissement du BP 2024 s'élève à 608 060,51€ dont 398 522,86€ sont fléchés vers les opérations d'investissement dans le cadre de sa politique du patrimoine.

Le montant de 398 522,86€ se compose d'une part d'un excédent d'investissement à la clôture de l'exercice comptable de 2023 à hauteur de **319 428,86€**.

D'autre part, Pour améliorer l'autofinancement des dépenses d'investissement, un effort significatif, en cohérence avec les besoins en financement de la section d'investissement est mené : un virement complémentaire de **79 094,00€** est effectué, soit un autofinancement de 398 522,86€.

Cette ambition se décline à travers six priorités :

- L'amélioration du dispositif IODAS SI Harmonisé, le déploiement de la solution GED (Gestion Electronique des Documents) interconnectée avec IODAS et le téléservice.
- La sécurisation renforcée des locaux et la création d'un espace numérique.
- La mise en place de l-parapheur pour la dématérialisation des actes administratifs entre le président délégué et le service RH et finances afin d'assurer la télétransmission des documents en cas de déplacement du président délégué ou de la directrice ou en cas de départ en congés des chauffeurs coursiers
- L'acquisition des matériels informatiques afin d'offrir des services de qualité aux usagers mais aussi pour améliorer les conditions de travail des agents.
- L'acquisition deux mini-bus aménagés
- Ouvrir une Antenne MDPH en petite terre

a) **Les recettes d'investissement**

Les recettes d'investissements proviennent des ressources propres et des recettes d'ordre d'investissement.

Les recettes d'ordre sont constituées de la contrepartie des dépenses d'ordre de fonctionnement ou encore des acquisitions et cessions de patrimoines à titre gratuit ou à l'euro symbolique.

Les ressources nécessaires au financement des investissements 2024 sont présentés dans le tableau ci-dessous :



Maison Départementale des
Personnes Handicapées de Mayotte
8 Rue Mariazé
97600 Mamoudzou

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240710-DL1007240153-DE

S²LOW



BP 2024

Résultat de clôture d'investissement (R001)	319 428,86€
Recettes d'ordre d'investissement (040)	209 537,65€
Excédent de fonctionnement affecté (1068)	79 094,00€

Total recettes d'investissement	608 060,51€
---------------------------------	-------------

b) Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont budgétées à hauteur de 608 060,51€ y compris les RAR (les restes à réaliser de 2023) dont 347 399,64€ sont consacrés aux dépenses d'équipement qui sont les immobilisations incorporelles (compte 20), les immobilisations corporelles (compte 21).

Chapitre 21 immobilisation incorporelle

On y trouve les investissements suivants estimés à 195 136,03€ :

- L'acquisition d'un logiciel DigDash/Sagis pour l'optimisation et le pilotage de la MDPH 976,
- L'acquisition d'un logiciel IODAS-téléservice CNSA pour interconnecter le système d'information avec le téléservice (portail de dépôt de demandes),
- L'achat d'un connecteur qui va être intégré avec le logiciel IODAS et le téléservice. Ce qui permettra encore une fois aux usagers de venir consulter leur dossier directement en ligne et éditer des notifications,

Chapitre 20 immobilisation corporelle

On y trouve les investissements ci-dessous évalués à 412 924,48€ :

- L'ouverture d'une antenne en Petite Terre
- Une acquisition de deux mini-bus aménagés ainsi que les frais de dédouanement
- Une acquisition de l'immobilier pour la salle de réunion de Mamoudzou
- L'acquisition des téléphones portables pour les agents de la MDPH
- La sécurisation et l'aménagement des locaux de Mamoudzou
- L'acquisition des ordinateurs portables

Conclusion :

En matière de dépenses de fonctionnement, les ressources sont en hausse du fait de l'augmentation de l'activité de la MDPH. Les Charges fixes sont dorénavant multipliées par deux.

En matière d'investissement, les dépenses et recettes d'investissement sont réajustées pour tenir compte de l'état d'avancement des opérations portées par la feuille de route MDPH/CD/CNSA.

Cette proposition de budget primitif soumis à l'Assemblée délibérante est la traduction de la poursuite d'une forte maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'une forte croissance en matière d'investissement, avec un auto-financement en progression à la suite de postes vacants malgré nos efforts de recrutement.

Compte tenu de l'augmentation de l'activité de la MDPH et de l'effectif, nous ne pouvons plus fonctionner uniquement avec des ressources propres.

Il est plus que nécessaire que la MDPH réponde aux appels à projet mais également que les membres de la MDPH subventionnent la partie de fonctionnement à hauteur de nos projets d'envergure.

Par ailleurs, dans l'exécution budgétaire en recettes comme en dépenses à hauteur des prévisions, le résultat d'investissement cumulé en fin 2023 sera à zéro. Celui de la section de fonctionnement s'élèvera à un peu plus de 100 000 euros réduisant très fortement les possibilités de financement futurs.